

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

SECRETARIAT D'ETAT A L'ECONOMIE REGIONALE

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

SECRETARIAT D'ETAT A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET AU LOGEMENT

Arrêté royal portant décision d'assainissement du site charbonnier désaffecté dénommé n° 20 dit "La Sambre", à Mont-sur-Marchienne.

BAUDOUIN, ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal n° 2 du 18 avril 1967 sur l'assainissement des sites charbonniers désaffectés, modifié par l'arrêté royal n° 92 du 11 novembre 1967;

Vu le plan ci-annexé du site charbonnier n° 20 dit "La Sambre", à Mont-sur-Marchienne;

Vu l'avis de Notre Ministre des Affaires économiques;

Vu l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Mont-sur-Marchienne donné le 11 décembre 1972;

Vu l'avis de la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut donné le 9 février 1973;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire et au Logement,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRÊTONS :

ARTICLE 1.- En vue de sa reconversion, il y a lieu d'assainir le site charbonnier désaffecté dénommé n° 20, dit "La Sambre", à Mont-sur-Marchienne, composé des parcelles cadastrées à Mont-sur-Marchienne, Section A, n°s 54 s3, 54 s2, délimité en rouge sur le plan ci-annexé.

ART. 2.- La destination du site défini à l'article 1er est : espace boisé pour le terroir et zone d'habitat, y compris l'équipement communautaire indispensable, pour le reste du site.

./.

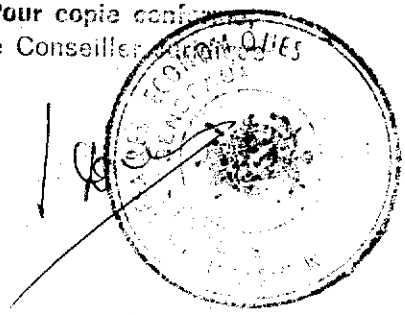
ART. 3.- Le conseil de Mont-sur-Marchienne doit, dans un délai de trois ans, dresser le plan particulier d'aménagement de la partie du territoire communal qui comprend le site dont question: ce plan consacrer la destination fixée ci-dessus.

ART. 4.- Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication, par extrait, au Moniteur belge.

ART. 5.- Notre Ministre des Finances, Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale et Notre Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire et au Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 26 juin 1973

Pour copie conforme
Le Conseiller



[Handwritten signature]

PAR LE ROI :
LE SECRETAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE REGIONALE,

[Large handwritten signature]

J. D'ANTHÈS,
LE SECRETAIRE D'ETAT A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET AU LOGEMENT,

[Handwritten signature]

R. URSIN.